



SALAIRES – EMPLOI – SERVICE PUBLIC

Le 26 janvier, par la grève et les manifestations,
Ensemble, imposons d'autres choix !

***Le service public, n'est pas un
coût mais un créateur de richesse***

En cette période de grandes envolées verbales sur les valeurs républicaines, besoin est de rappeler que nos impôts et nos cotisations sociales (salaire différé et non charges) sont le socle de notre République solidaire et sociale devant répondre aux besoins de toutes et tous. Pour ce faire, les services publics sont notre outil et notre bien commun. « *la cotisation sociale est la seule création de richesse sans capital, la seule qui ne va pas dans la poche des actionnaires mais directement investie pour le bien être de nos concitoyens...* ». (Ambroise Croizat, ministre du travail fondateur de la sécurité sociale, juin 1946).

L'Austérité ça suffit !

Sans tenir compte des aspirations du monde du travail et des luttes qui se multiplient, à l'Élysée on s'entête dans des politiques austéritaires : Pacte de responsabilité, attaques contre la protection sociale, atteintes aux libertés syndicales renforcées par l'état d'urgence, offensive contre le Code du Travail et le Statut des fonctionnaires, remises en cause des 35 heures, développement du travail dominical...

Pire encore, la seule réponse que le gouvernement a apportée dès le lendemain du 2^e tour des régionales a été le mépris en revalorisant le SMIC de la seule évolution de l'inflation, soit 0,6%, soit 6€/mois.

Quant à l'État employeur, il donne le mauvais exemple en se mettant régulièrement hors la loi avec des salaires de début de grille en dessous du SMIC pour cause de gel du point d'indice

dessous du SMIC pour cause de gel du point d'indice

Les lois de finances 2016 et de financement de la sécurité sociale confirment l'entêtement austéritaire de ce gouvernement serviteur exclusif et zélé du Medef!

Le patronat, parlons en ! Le dimanche 10 janvier, journée de commémoration et d'hommage aux victimes des attentats, leurs organisations publient une lettre ouverte au Président, lui demandant toujours plus de cadeaux fiscaux, la fin du CDI et du contrat de travail, ainsi que toujours plus de facilités pour licencier. Cela alors que nous attendons toujours le million d'emplois promis par Gattaz ! Pour eux, l'unité nationale c'est oui mais entre eux et pour eux ! La morgue de classe ne leur suffit plus, ils ajoutent l'outrance !

***Les fonctionnaires en première
ligne de l'austérité***

De 2000 et 2015, les fonctionnaires ont perdu 14,10% de pouvoir d'achat. Depuis le 1er janvier 2000, cela se traduit sur le salaire indiciaire par un manque à gagner mensuel de 232 € pour la catégorie C, 317 € pour la catégorie B et 430 € pour la catégorie A.

Conséquence du gel de la valeur du point : le net à payer des agents de la Fonction publique, incluant tous les éléments de rémunération, dont les primes et les promotions, est en baisse continue depuis 2011 selon l'INSEE.

La CGT réaffirme que l'augmentation de la valeur du point d'indice est un élément incontournable de l'augmentation du pouvoir d'achat et de l'évolution des carrières. Elle est essentielle pour la consommation et la relance économique du pays.

Salaires, le détournement d'argent public, ça suffit !

La France se situe au premier rang Européen en matière de productivité du travail mais seulement au 14^{ème} au niveau du salaire médian. **Où passe la différence ?** Dans les poches des actionnaires puisque la France est au premier rang européen en terme de rémunération des dividendes. Mieux encore, le gouvernement n'augmente pas le SMIC et le point d'indice pour rémunérer le travail par contre il garantit le niveau des dividendes en faisant toujours plus de cadeaux fiscaux. Les 50 milliards du pacte de responsabilité qui ne créent aucun emploi va pour la grande majorité alimenter les actionnaires ! C'est

Un an de dividendes versés aux actionnaires = 30% d'augmentation du point d'indice !

On peut imaginer l'impact positif pour l'économie du département et de la région qu'aurait une telle augmentation pour les 119 000 fonctionnaires du département.

Mais pour l'instant ce sont les actionnaires qui gagnent avec une augmentation des dividendes de 30,3 % pour la seule année 2014 ! Ainsi, plus de 80 % des profits du CAC 40 sont utilisés à la distribution de dividendes. C'est ce gouvernement qui le permet par sa politique alors que d'autres choix sont possibles. Par exemple avec seulement 10 milliards sur les 56 milliards de dividendes du CAC 40, on finance le SMIC à 1 800 euros !

Le 26 janvier, on vient, on gagne, on reste!

En février 2016, s'ouvriront les négociations sur l'évolution du point d'indice de la Fonction publique. Le dégel semble être à l'ordre du jour, mais pour obtenir une augmentation significative il faudra peser !

L'argent existe, c'est le fruit de la richesse produite par le travail du secteur privé et par nos missions publiques qui elles aussi comptent dans le PIB. Chaque année, ce sont 230 milliards d'euros d'argent public qui alimentent les caisses des entreprises et des actionnaires, sous la forme d'aides et exonérations diverses. En comparaison, augmenter la valeur du point de 1% coûterait moins de 2 milliards pour les finances publiques !

Cet argent qui coule à flot nous appartient ! Le 26 janvier tous ensemble récupérons notre dû pour :

- augmenter le point d'indice et nos salaires,
- améliorer nos carrières ; notre protection sociale,
- créer des emplois en commençant par rétablir les 200 000 postes supprimés dans la fonction publique de l'État et Hospitalière depuis 2007, sans interruption en 2012 .
- développer le service public partout en Haute-Garonne au plus près des citoyens !

Augmenter les salaires des fonctionnaires comme de tous les salariés du public et du privé, c'est la seule bonne solution pour sortir de la crise.

Défendre et renforcer le statut des fonctionnaires, c'est avant tout défendre les droits des citoyens

Tous ensemble en grève et manifestations le 26 janvier !!!
manifestation unitaire (CGT, FO, Solidaires, FSU) Toulouse, à 10H 30, J.d'Arc.
Rassemblements à Muret, 8 heures devant la sous /Préfecture
à Saint-Gaudens 16 heures, place Jean-Jaurès.